Zeitschrift: Suisse magazine = Swiss magazine
Herausgeber: Suisse magazine
Band: - (2005)
Heft: 191-192

Vorwort: Éditorial : l'Europe à l'envers
Autor: Alliaume, Philippe

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

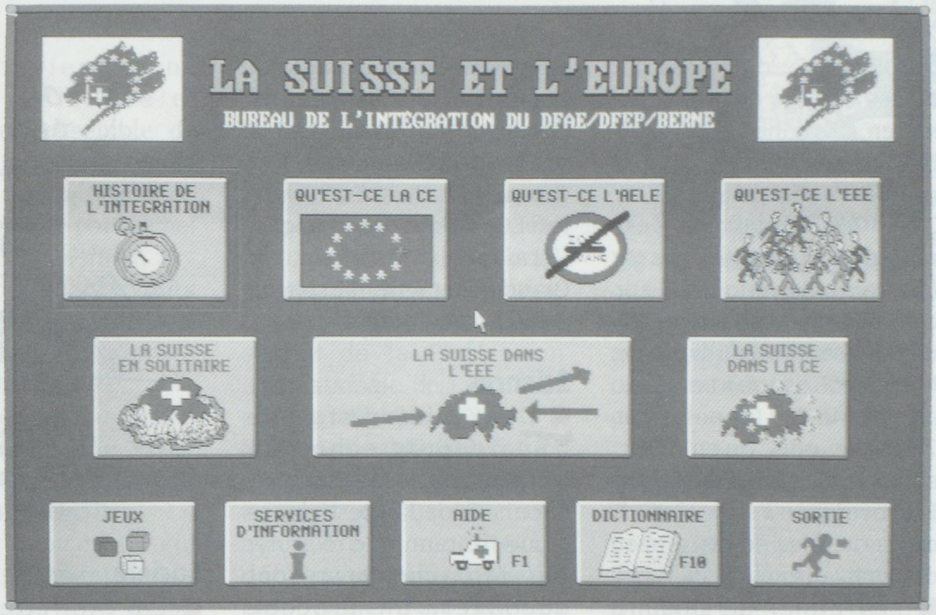
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Éditorial

L'Europe à l'envers



Vous souvenez-vous encore du début des années nonante ? Vous souvenez-vous de nos autorités helvétiques, qui nous ont tout d'abord assuré que hors d'une adhésion pure et simple de la Suisse à la Communauté européenne de l'époque, il n'y avait point de salut. Vous souvenez-vous du quart de tour fait ensuite en direction d'une simple adhésion à l'EEE, déclarée étape sur le chemin de la CE, avant d'affirmer à la droite nationaliste que non, ce n'était pas une étape vers ladite CE mais le but ultime.

Vous souvenez-vous des discours des politiques de l'époque, qui affirmaient qu'il fallait faire confiance aux autorités et que de toute façon il n'y avait pas de solution de rechange. Vous souvenez-vous des Cassandre qui affirmaient avec la certitude des économistes que, en cas - tout à fait inimaginable - de refus d'adhésion à l'EEE, la Suisse subirait une crise épouvantable, chute vertigineuse du franc suisse, montée spectaculaire du chômage, blocage des importations et des exportations, etc.

Vous souvenez-vous de ces groupes d'activistes qui - dans les rues de Berne et d'ailleurs - distribuaient ce qu'ils avaient eux-mêmes nommé l'acquis communautaire afin que le peuple, - avant de le voter - lise l'ensemble de ce qui n'était pas encore le titre III d'un traité.

Et que s'est-il passé ? Un peuple, pourtant habitué à lire et à voter des propositions de modifications constitutionnelles, a voté *Nein* le 6 décembre 1992. S'en est suivi une crise politique et une perte de repères des autorités et des gouvernants. Mais point de crise économique au niveau annoncé. Les autorités ont repris sans conviction leur bâton de négociation pour des négociations bilatérales, dont deux lots sont déjà sous toit.

Il est de tradition de moquer le retard de la Suisse. Et pourtant le mois dernier la Suisse votait la ratification des accords de Schengen-Dublin, ratifiant par là même un traité avec une Europe politique dont elle ne savait pas encore qu'elle allait attraper une forte grippe[1]. On peut se demander d'ailleurs s'il était raisonnable de soumettre un traité constitutionnel au référendum d'un peuple français habitué à élire mais beaucoup moins à voter. Boulette politique, coup tordu, quitte ou double, déchirure entre l'homme et la fonction ? On ne le saura sans doute jamais.

Treize ans après - il est amusant de relire les pages du logiciel EEE-INFO que la Confédération avait largement diffusé pour convaincre les électeurs du lien direct entre un non et une nouvelle glaciation. Je le tiens à la disposition des lecteurs qui souhaitent le recevoir par email.

Et que dire de ce représentant de l'ASIN, l'autre jour sur Radio Suisse romande, qui au lendemain des votations françaises demandait à Micheline Calmy-Rey d'aller immédiatement retirer la demande suisse d'adhésion à l'UE. Mais oui, on a tendance à l'oublier, mais ladite demande est toujours dans les tuyaux bruxellois. Certes, personne à la Commission européenne ne songe à la sortir du tiroir, mais évitons de nous ridiculiser en allant... demander qu'on nous la rende.

Difficile de conclure... mais nous pouvons au moins - dans la rubrique relations franco-suisses relever la position du Parti fédéraliste de Franche-Comté qui a déclaré - en appui à sa demande de rattachement de la Franche-Comté (1,1 million d'habitants) à la Suisse - : *"Si nous devons rester en dehors de la construction européenne autant le faire dans un pays où le chômage est en dessous des 4 % et où le pouvoir d'achat est nettement supérieur au nôtre"*.

Vous nous avez demandé des offres de tourisme à des prix raisonnables. Notre ami Michel Goumaz vous en a concocté quelques-unes et se joint à moi pour vous souhaiter un excellent été à vous, en Suisse, en France, en Franche-Comté, en Europe, aux Etats-Unis, en Turquie ou ailleurs

PHILIPPE.ALLIAUME
@SUISSEMAGAZINE.COM

1-Il faut savoir que par le jeu des votes par correspondance, une partie des Suisses se sont prononcés sur Schengen-Dublin avant le 29 mai et donc avant le non français.